

COMMUNIQUE A LA PRESSE

La CGSP déplore à nouveau d'apprendre par voie de presse interposée les intentions de certains partis politiques concernant la mise en place d'un réseau hospitalier intra carolo, alors que le résultat de l'étude commandée par l'ISPPC n'a toujours pas été communiqué aux représentants des travailleurs à travers les comités de négociation.

Même si ce thème n'a pas fait grand débat pendant la campagne électorale, il a néanmoins été abordé lors du débat politique organisé avec les têtes de liste par la CGSP le 21/09/2018. Les enjeux sont de taille tant pour les citoyens que pour le personnel de l'intercommunale qui compte pas moins de cinq mille agents.

À la veille du scrutin électoral de ce 14 octobre, nous estimons ces déclarations un peu prématurées car aucun élément de l'enquête commandée par l'ISPPC n'a été communiqué, ce qui tente à démontrer la pertinence de ces déclarations.

Pour la CGSP, nous tenons à rappeler, qu'indépendamment des convictions philosophiques, Charleroi doit garder un hôpital de services publics et qu'aujourd'hui rien n'est clarifié.

A ce jour, le personnel n'a aucune garantie que cette collaboration (fusion) entre l'ISPPC et le GHDC ne va pas changer la structure hospitalière et lui faire perdre son statut de service public avec toutes les conséquences que cela pourrait engendrer.

Concernant l'emploi, nous n'avons reçu aucune clarification sur le devenir des agents en place, ce qui engendre des inquiétudes. Certaines fusions de services pourraient avoir des conséquences ; notamment, par souci d'économie, on pourrait se passer des agents qui feraient double emploi.

Pour les citoyens, rien n'indique que les carolos seront gagnants car le rapprochement de certains services pourrait amener une augmentation des délais pour les rendez-vous et moins d'opportunité pour les patients.

Indépendamment d'une proximité géographique pour les carolos, nous revendiquons une médecine de qualité, accessible à tous les citoyens quel que soit son statut, une offre de service en suffisance, une diversité dans les soins proposés et le maintien d'une structure publique.

Nul doute que ce débat aura lieu et ce, quelle que soit la majorité qui sortira des urnes ce 14 octobre 2018.

Néanmoins, au vu des déclarations de ces derniers jours, la CGSP va mettre ce point à l'ordre du jour du prochain comité de concertation et négociation.

Philippe BARBION
Secrétaire Régional - CGSP Admi